

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7^{ème} étage
Montréal
Québec
H5A 1L6

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Est
800, rue de La Gauchetière Ouest
7^e étage
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet Offre à commande Santé et Sécurité	
Solicitation No. - N° de l'invitation EF932-150958/A	Date 2015-02-19
Client Reference No. - N° de référence du client EF932-15-0958	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$MTC-250-13118
File No. - N° de dossier MTC-4-37224 (250)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-04-01	Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE
Delivery Required - Livraison exigée .	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cyr, Nicolas	Buyer Id - Id de l'acheteur mtc250
Telephone No. - N° de téléphone (514)496-3389 ()	FAX No. - N° de FAX (514)496-3822
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA PL.BONAVENTURE,PORTAIL S-E,BUR.7300 800 RUE DE LA GAUCHETIERE O. MONTREAL Québec H5A1L6 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

EF932-150958/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

mtc250

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EF932-15-0958

File No. - N° du dossier

MTC-4-37224

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Voir pages suivantes

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1 Introduction
- 2 Sommaire
- 3 Exigences relatives à la sécurité
- 4 Compte rendu

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

- 1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2 Présentation des offres
- 3 Ancien fonctionnaire
- 4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes
- 5 Lois applicables

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

- 1 Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 1 Procédures d'évaluation

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

- 1 Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- A. OFFRE À COMMANDES
 - 1 Offre
 - 2 Exigences relatives à la sécurité
 - 3 Clauses et conditions uniformisées
 - 4 Durée de l'offre à commandes
 - 5 Responsables
 - 6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
 - 7 Utilisateurs désignés
 - 8 Instrument de commande
 - 9 Limite des commandes subséquentes
 - 10 Limitation financière
 - 11 Ordre de priorité des documents
 - 12 Attestations
 - 13 Lois applicables

N° de l'invitation - Sollicitation No.

EF932-150958/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID

mtc250

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1 Énoncé des travaux
- 2 Clauses et conditions uniformisées
- 3 Durée du contrat
- 4 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 5 Paiement
- 6 Instructions pour la facturation
- 7 Exigences en matière d'assurance

ANNEXE A : Énoncé des travaux

ANNEXE B : Base de paiement

ANNEXE C : Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**1 Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.

2 Sommaire

Demande d'offre à commandes pour les services d'une firme spécialisée en santé et sécurité sur les chantiers de construction qui soit en mesure de fournir une expertise technique pour le volet santé et sécurité de la gestion de ses différents projets de construction.

La firme retenue devra pouvoir fournir ses services sur demande et recevra ses mandats de la coordonnatrice santé et sécurité ou des gestionnaires de projets de TPSGC, région du Québec.

TPSGC a l'intention seulement de faire une offre à commandes pour une durée d'un an assortie d'une option de deux périodes supplémentaires de douze mois chacune.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

N° de l'invitation - Solicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2014-09-25) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (4 copies papier)
Section II : offre financière (1 copie papier)
Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

À la clôture de la Demande d'offre à commandes (DOC), les soumissionnaires doivent fournir les documents nécessaires pour confirmer qu'ils respectent les exigences obligatoires ci-après. Les propositions qui ne contiennent pas toutes les informations permettant de démontrer le respect des exigences obligatoires suivantes seront jugées non conformes et seront rejetées d'emblée. Chacun des critères devrait être traité séparément.

O1:

- Un minimum de deux (2) personnes de la firme doivent être disponibles pour fournir les services requis dans l'offre à commandes et doivent rencontrer les exigences obligatoires O2 et O3. Ces deux personnes doivent être clairement identifiées dans le document de soumission, de même que, s'il y a lieu, les autres personnes de la firme susceptibles de fournir des services dans le cadre de l'offre à commandes.

O2:

- Tous les employés de la firme appelés à fournir les services requis dans l'offre à commandes doivent avoir suivi le *Cours de santé et sécurité générale pour les chantiers de construction* (carte de l'ASP Construction). Fournir leur attestation de cours dans les documents de soumission.

O3:

- Tous les employés de la firme appelés à fournir les services requis dans l'offre à commandes doivent avoir une expérience de travail d'au moins deux (2) ans en santé et sécurité (prévention) dont au moins un (1) an en santé et sécurité sur les chantiers de construction. Fournir leur CV dans les documents de soumission.

O4:

- Un (ou plusieurs) employé(s) de la firme doit avoir suivi une formation sur les sujets suivants (autres que modules du *Cours de santé et sécurité générale pour les chantiers de construction*):
 - procédures de cadenassage
 - espaces clos
 - prévention des chutes de hauteur

Identifier ces personnes et fournir leurs attestations avant l'émission de l'offre à commandes (les formations suivies dans le cadre de la formation académique sont acceptables; dans ce cas, préciser le titre du cours couvrant ce volet et le nom du diplôme obtenu).

Informations pour fins d'évaluation

La proposition doit indiquer que l'on comprend clairement les objectifs et les responsabilités des services à fournir. Elle doit permettre à TPSGC de connaître sa structure organisationnelle, ses effectifs, ainsi que le rendement de l'entreprise dans la prestation des services requis.

Seules les propositions qui satisfont à toutes les exigences obligatoires énoncées dans le présent document seront examinées, évaluées et cotées par un comité d'évaluation de TPSGC. Au départ, les prix demeureront secrets et seuls les éléments techniques de la proposition seront évalués en fonction des critères énoncés ci-après.

1.1.2 Critères techniques cotés

Les propositions conformes aux exigences obligatoires seront évaluées en fonction des critères suivants :

Critère no 1 : Qualité et clarté de l'offre (3 points)

Ce que nous recherchons :

L'offre déposée doit contenir l'ensemble des informations demandées dans le présent document sans contenir d'informations excédentaires ou non pertinentes. Elle doit être de qualité comparable aux standards normalement exigés pour la rédaction de rapports d'études, en termes de clarté et d'apparence du document, de même qu'en termes de qualité de la langue.

Critère no 2 : Projets antérieurs (72 points)

Ce que nous recherchons :

Les offrants doivent démontrer que leur personnel a participé à un éventail de projets pour lesquels ils ont fourni divers services en lien avec ceux requis dans l'offre à commandes. Pour chaque projet, la disponibilité des informations demandées (2 points), de même que la pertinence des projets présentés (5 points) et la mise en évidence des compétences du personnel (5 points) dans l'atteinte des objectifs des projets seront évaluées. Chaque projet sera évalué sur un total de 12 points.

Ce que la firme doit déposer :

- Brève description de six (6) projets importants répondant aux conditions suivantes (dix pages maximum):
 - les projets doivent avoir été réalisés au cours des cinq dernières années par des membres actuels du personnel de l'offrant, alors qu'ils étaient à l'emploi de l'offrant ou à l'emploi d'un autre employeur;
 - un maximum de deux projets présentés peuvent avoir été réalisés pour Travaux publics et services gouvernementaux Canada;
 - deux projets doivent concerner des activités d'inspection de chantiers de construction (autres que chantiers de décontamination d'amiante, plomb, moisissures ou autres contaminants). Chacune des deux personnes identifiées comme étant celles qui fourniront les services requis dans le cadre de l'offre à commandes (exigence obligatoire O1), doivent avoir participé à au moins un de ces projets;
 - un projet doit concerner la tenue d'audits en santé et sécurité;
 - un projet doit concerner des activités de prévention (autres que de la formation) ou d'inspection en matière de cadenassage, dans le milieu de la construction ou dans un milieu industriel;
 - un projet doit concerner des activités de prévention (autres que de la formation) ou d'inspection en matière de prévention des chutes de hauteur, dans le milieu de la construction ou dans un milieu industriel;
 - un projet doit concerner des activités de prévention (autres que de la formation) ou d'inspection en matière de travail en espaces clos, dans le milieu de la construction ou dans un milieu industriel;
 - les trois derniers projets ci-dessus demandés peuvent avoir été réalisés au même endroit; s'ils ont été réalisés sur des chantiers, ils doivent être distincts des deux projets d'inspection de chantier demandés plus haut;

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- Pour chacun des projets présentés, les informations suivantes doivent être fournies :
 - date de début et de fin du projet
 - lieu du projet;
 - nom des membres du personnel ayant participé au projet;
 - client ou employeur (nom et numéro de téléphone du responsable chez le client ou l'employeur);
 - description détaillée et étendue du projet;
 - démonstration de l'expertise fournie par le(s) membre(s) du personnel pour les services rendus.

Note : pour chacun des projets, TPSGC se réserve le droit de vérifier le degré de satisfaction du client auprès de ce dernier et ajustera le résultat d'évaluation en conséquence.

Critère no 3 : Compétences et expérience du personnel (20 points)

Ce que nous recherchons :

Les offrants doivent démontrer qu'ils ont à leur service du personnel de projet ayant une formation académique et professionnelle de même qu'une expérience de travail en lien avec les services requis.

Ce que la firme doit déposer :

Curriculum vitae (CV) des deux personnes identifiées comme étant celles qui fourniront les services requis dans le cadre de l'offre à commandes (exigence obligatoire O1) et, s'il y a lieu, des autres membres du personnel susceptibles fournir les services requis dans l'offre à commandes. Ces curriculum vitae doivent contenir notamment les informations suivantes (six pages maximum):

- formation académique
- nombre d'années d'expérience en lien avec les services requis
- nombre d'années d'ancienneté auprès de la firme
- principales fonctions au sein de la firme

Tous les cv soumis seront considérés mais seuls ceux des deux personnes identifiées comme étant celles qui fourniront les services requis dans le cadre de l'offre à commandes (exigence obligatoire O1) seront évalués (10 points par cv évalué). Ils seront évalués de la façon suivante:

- formation académique (4 pts)
 - diplôme collégial ou universitaire dans un programme non relié à la santé et sécurité (1 pt)
 - diplôme collégial dans un programme relié à la santé et sécurité (2 pts)
 - diplôme universitaire dans un programme relié à la santé et sécurité (3 pts)
 - attestation d'instructeur pour le cours de Santé et sécurité générale pour les chantiers de construction (1 pt supplémentaire)

Si le programme d'études n'a pas été suivi dans un établissement d'enseignement du Québec, le soumissionnaire doit fournir la preuve d'équivalence dans sa soumission.

- formation supplémentaire autre que celle suivie lors de la formation académique ou dans le *Cours de santé et sécurité générale pour les chantiers de construction* (2 pts) – fournir les attestations
 - prévention des chutes de hauteur (0,5 pt)
 - procédures de cadenassage (0,5 pt)
 - espaces clos (0,5 pt)
 - sécurité des machines (0,5 pt)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- expérience de travail en lien avec les services requis (4 pts)
 - 2 - 4 ans (1 pt)
 - 5 -7 ans (2 pts)
 - 8 -10 (3 pts)
 - 11 ans et plus (4 pts)

Critère no 4 : Démarche et approche dans la prestation des services demandés (5 points)

Ce que nous recherchons :

Les offrants doivent démontrer qu'ils comprennent l'étendue des services demandés et la façon dont ils devront être fournis. Ils doivent également expliquer de quelle façon leur firme est structurée et quelle approche leur personnel utilise pour la prestation de services d'inspection de chantiers et d'audits de projets.

Ce que la firme doit déposer :

- résumé de l'étendue des services demandés
- description de la gestion, de l'organisation de la firme et des services offerts
- description de l'approche utilisée pour la prestation de services de surveillance de chantiers et d'audits de projets

1.1.3 Évaluation des propositions techniques

On évaluera les propositions en fonction de leur bien-fondé technique, à la condition qu'elles respectent les exigences obligatoires.

Les proposants doivent noter qu'on n'attribuera pas de points supplémentaires, dans la notation, pour des éléments d'information jugés excédentaires par rapport aux renseignements demandés.

Les propositions techniques qui respectent les exigences obligatoires seront examinées, évaluées et cotées par un comité d'évaluation de TPSGC conformément à ce qui suit afin d'établir la note technique totale.

Critère technique	Pointage maximum accordé
Qualité et clarté de la proposition	3 points
Projets antérieurs	72 points
Compétence et expérience du personnel	20 points
Démarche et approche dans la prestation des services demandés	5 points
Total	100 points
	X 60 %
NOTE TECHNIQUE TOTALE	60 points

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.1.4 Évaluation du coût des services

Seules les propositions de prix correspondant aux propositions recevables et ayant obtenu une note technique totale d'au moins 60% (36 points) seront évaluées.

Les propositions de prix seront évaluées comme suit :

- on attribuera la note de 10 à la proposition de prix la plus basse;
- on attribuera les notes de 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, et 1 respectivement, aux deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième propositions de prix les plus basses;
- on attribuera la note de prix de 0 à toutes les autres propositions de prix.

Dans les rares cas où deux (ou plusieurs) propositions de prix sont identiques, on attribuera la même note aux propositions de prix égales, et on sautera le nombre correspondant de notes ensuite.

On multipliera la note de prix par 4 pour obtenir une note de prix totale sur 40 points.

1.1.5 Évaluation de la note totale

Les notes totales seront calculées comme suit:

Type de note	Note (points)
Note technique totale	0 - 60
Note de prix totale	0 - 40
NOTE TOTALE = note technique totale + note de prix totale	0 - 100

1.1.6 Méthode de sélection

La firme ayant obtenu la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'octroi d'une offre à commandes.

Dans les rares cas où deux (ou plusieurs) propositions ont une note totale identiques, la firme ayant la note technique totale la plus élevée sera recommandée pour l'octroi d'une offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement x#social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.3. Statut et disponibilité du personnel

L'offrant atteste que, s'il obtient une offre à commandes découlant de la demande d'offres à commandes, chaque individu proposé dans son offre sera disponible pour exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes, tel qu'exigé par le représentant du Canada, au moment indiqué dans la commande ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant a proposé un individu qui n'est pas un employé de l'offrant, l'offrant atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. L'offrant doit, sur demande du responsable de l'offre à commandes, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée à l'offrant ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1 Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture de la demande d'offres à commandes, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>). le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1 Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe «A».

2 Exigences relatives à la sécurité

2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

1. L'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2. Les membres du personnel de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE** peuvent **PAS PÉNÉTRER** sur les lieux sans une escorte.

3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

4. L'offrant doit respecter les dispositions :

- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
- b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2005 (2014-09-25), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

4 Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1^{er} juin 2015 au 31 mai 2016.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires de douze (12) mois, à partir du 1^{er} juin 2016 jusqu'au 31 mai 2017 et du 1^{er} juin 2017 jusqu'au 31 mai 2018, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 15 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5 Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Nom : Nicolas Cyr
Titre : Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : Place Bonaventure, Portail Sud-Est
800 de la Gauchetière Ouest, 7^e étage
Montréal (QC), H5A 1L6

Téléphone : 514-496-3389
Télécopieur : 514-496-3822
Courriel : nicolas.cyr@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____
Titre : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire Commande subséquente à une offre à commandes.

9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 50,000.00\$ (taxes applicables incluses).

10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 4 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005](#) (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales Services professionnels (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

12 Attestations

12.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2 Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010B (2014-09-25), Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3 Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

5 Paiement

5.1 Base de paiement - limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe _____, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*).
Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. DESCRIPTION ET ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.1 Mise en situation

TPSGC gère de nombreux projets de construction pour différents ministères fédéraux et est également responsable de l'entretien de plusieurs immeubles. Pour tous ses projets de construction et ses activités d'entretien, il doit appliquer les dispositions de plusieurs lois, règlements, normes et directives.

Malgré le fait que TPSGC est assujéti à la législation fédérale, lorsqu'il a recours aux services d'entrepreneurs externes, TPSGC s'est engagé à se conformer volontairement à toute loi ou législation provinciale en matière de santé et de sécurité et, en cas de divergence entre les deux législations, à respecter la règle la plus sévère.

TPSGC, région du Québec, a élaboré un programme de gestion de la santé et de la sécurité pour les projets de construction et d'entretien que tous les gestionnaires de projet doivent appliquer.

1.2 Description générale de la demande de service

TPSGC est à la recherche d'une firme spécialisée en santé et sécurité qui est en mesure de fournir une expertise technique en matière de prévention des accidents et en matière de gestion de la santé et sécurité, et ce pour les activités d'entretien d'immeubles et pour les chantiers de construction gérés par le ministère. Toutefois, les services les plus en demande sont principalement des services d'inspections ponctuelles de chantiers, sur une base régulière ou non.

La firme retenue devra pouvoir fournir ses services sur demande dans tous les immeubles et sur tous les chantiers gérés par TPSGC dans la région du Québec. La firme recevra ses mandats de l'équipe santé et sécurité ou des gestionnaires de TPSGC, région du Québec.

Les immeubles et les chantiers où les services peuvent être requis sont situés un peu partout au Québec. Selon les besoins de TPSGC, il est possible que la firme ait à faire plusieurs interventions à des endroits différents et même des régions différentes au cours d'une même semaine. Il est également possible qu'il y ait des périodes creuses au cours desquelles très peu ou pas d'interventions seront requises de la part de la firme retenue.

1.2.1 Services requis

Le fournisseur de services retenu devra être à même de concilier les exigences provinciales et fédérales en matière de santé et sécurité.

Le fournisseur de services retenu sera appelé à fournir, au fur et à mesure des besoins, différents types de services de santé et sécurité.

L'offre à commandes portera, sans s'y limiter, sur les services de base suivants:

A) Inspections ponctuelles des chantiers de construction de TPSGC

- À la demande de la coordonnatrice sst ou des gestionnaires de projets, inspecter les chantiers de construction;
- Rédiger un rapport écrit de chaque inspection et le transmettre de façon électronique au gestionnaire concerné ainsi qu'à la coordonnatrice sst dans les 48 heures suivant la tenue de l'inspection. Les rapports devront contenir au minimum les éléments suivants :
 - nature des travaux réalisés le jour de l'inspection;
 - entrepreneur général et sous-traitants présents lors de l'inspection;
 - grille d'inspection (dont le contenu aura été discuté au préalable avec la coordonnatrice SST de TPSGC);
 - identification des éléments conformes et des éléments non-conformes;
 - justification des éléments non-conformes;
 - références réglementaires;
 - photos permettant de démontrer les éléments non-conformes

Durant certaines périodes, le fournisseur de services pourrait être appelé à faire plusieurs inspections de chantier au cours d'une même semaine, dans différentes régions du Québec.

B) Audits SST de projets de construction

- À la demande de la coordonnatrice sst, procéder à un examen des pratiques de gestion sst appliquées par les gestionnaires de projets et évaluer les éléments spécifiques à inclure dans les dossiers de projet;
- Rédiger un rapport écrit de chaque audit suivant les exigences de TPSGC.

C) Autres services

Différents services en matière de prévention des accidents peuvent également être requis. Ces services peuvent inclure notamment les suivants:

- Surveillance de travaux sur des chantiers de construction, sur une base temporaire, à temps plein ou à temps partiel. Pour certains mandats, TPSGC pourrait exiger les services d'un agent de sécurité détenant une attestation émise par la CSST à cet effet (L.R.Q., Ch. S-2.1, r.4, art. 2.5.4) ;
- Participation à des réunions de chantier ;
- Analyse de programmes de prévention des entrepreneurs avec recommandations écrites aux gestionnaires de projets ;
- Participation à des discussions d'orientation sur la maîtrise d'oeuvre ;
- Conseils techniques pour la résolution de problématiques particulières liées à des travaux de construction ou d'entretien ;
- Inspections SST dans les immeubles ;
- Développement et/ou analyse de procédures de travail ou d'autres documents reliés à la prévention des accidents;
- Élaboration et diffusion de sessions de formation à des employés fédéraux.

1.2.2 Exigences supplémentaires:

Les grilles utilisées pour les inspections de chantiers de même que tout autre document que le fournisseur de services est appelé à développer dans le cadre de la présente offre à commandes (ex : documents de formation, grilles d'analyse, etc.) devront au préalable être présentées à la coordonnatrice santé et sécurité de TPSGC et leur contenu pourra être sujet à discussion. Il est possible que, pour certains chantiers spécifiques, le contenu de la grille d'inspection de chantier doive être modifié en fonction de la nature des travaux réalisés.

Pour chaque mandat octroyé, à moins d'avis contraire, le français doit être utilisé dans toutes les communications verbales et écrites, les documents écrits, de même que les sessions de formation, s'il y a lieu.

De plus, le personnel de la firme retenue qui effectuera des mandats par le biais de l'offre à commandes devra être en mesure de répondre aux exigences suivantes:

- voyager à différents endroits du Québec ;
- avoir un permis de conduire valide ;
- avoir à sa disposition et porter tous les équipements de protection individuelle requis selon la tâche ;
- monter et descendre des échelles ou des échafaudages ;
- accéder à des espaces clos ou très restreints. Si une entrée en espace clos est nécessaire, les personnes susceptibles d'y entrer doivent être en mesure de fournir une preuve de formation en espace clos et de formation en secourisme (à jour) d'un organisme reconnu et doivent respecter les procédures d'entrée en vigueur ;
- avoir à sa disposition une caméra numérique et savoir comment l'utiliser ;
- avoir accès quotidiennement à un service de messagerie électronique et avoir les connaissances nécessaires pour transmettre des documents et des photographies ;
- avoir à sa disposition un téléphone cellulaire en tout temps pendant l'exécution de mandats ;
- pouvoir parler et écrire dans un français correct et être en mesure de produire des rapports d'intervention ou autres documents requis.

1.2.3 Catégories de main d'oeuvre:

À moins d'avis contraire, les services demandés à la firme retenue devront être rendus en respectant les critères suivants :

- Tous les services reliés directement à la santé et sécurité devront être assumés par un spécialiste en santé et sécurité répondant aux critères obligatoires O2 et O3 du présent document;
- Tous les services de mise en page de documents et de facturation devront être assumés par du personnel cléral.

1.3 Session d'orientation de la firme retenue

TPSGC convoquera la firme retenue à une session d'orientation afin de clarifier le mode de fonctionnement de l'offre à commandes et de bien saisir la réalité de TPSGC face à ses responsabilités en matière santé et sécurité. Cette session d'orientation est aux frais de la firme retenue.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.3.1 Santé et sécurité

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) reconnaît qu'il est tenu de protéger la santé et d'assurer la sécurité de toutes les personnes qui travaillent sur des projets de construction de l'État. Il reconnaît également que les employés fédéraux et ceux du secteur privé ont droit de bénéficier de l'entière protection prévue dans les règlements sur l'hygiène et la sécurité au travail.

Pour satisfaire à cette exigence et améliorer la protection de la santé et de la sécurité de toutes les personnes se trouvant dans des chantiers de construction fédéraux, TPSGC accepte de se conformer aux lois et aux règlements des provinces et des territoires sur l'hygiène et la sécurité au travail, en plus du Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail et du Code canadien du travail - partie II.

En acceptant ce mandat, le consultant intervenant sur le lieu de travail doit :

- respecter les exigences de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, du Code canadien du travail partie II et des règlements qui y sont associés ;
- selon l'environnement du lieu de travail, avoir à sa disposition et porter les équipements de protection individuelle (ÉPI) requis conformément aux normes, lois et règlements en vigueur. L'achat et l'entretien des ÉPI sont sous la responsabilité du consultant;
- avoir un moyen de communication en sa possession afin de répondre à une situation d'urgence;
- s'assurer d'utiliser des moyens de transport sécuritaires afin de ne pas compromettre sa santé et sécurité;
- savoir qu'il a le droit de refuser tout travail qui comporte un danger pour sa santé ou sa sécurité, et exercer ce droit lorsque requis.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

BASE DE PAIEMENT

ANNEXE "B"

	TAUX HORAIRES APPLICABLES DE L'EMISSION DE L'OAC JUSQU'AU 31 MAI 2016 (A)	FACTEUR DE PONDÉRATION (B)	TOTAL POUR ANNÉE 1 (C1 = A x B)
Taux horaire de jour du spécialiste en SST		4	
Taux horaire de soir et de nuit du spécialiste en SST		2	
Taux horaire de fin de semaine ou de jour férié du spécialiste en SST		1	
Taux horaire pour le temps de déplacement du spécialiste SST		2	
Taux horaire du personnel clérical		1	
	TOTAL DE LA PROPOSITION DE PRIX JUSQU'AU 31 MAI 2016 (total de la colonne C1) :		

	TAUX HORAIRES APPLICABLES DU 1^{ER} JUIN 2016 AU 31 MAI 2017 (A)	FACTEUR DE PONDÉRATION (B)	TOTAL POUR ANNÉE 2 (C2 = A x B)
Taux horaire de jour du spécialiste en SST		4	
Taux horaire de soir du spécialiste en SST		2	
Taux horaire de fin de semaine ou de jour férié du spécialiste en SST		1	
Taux horaire pour le temps de déplacement du spécialiste SST		2	
Taux horaire du personnel clérical		1	
	TOTAL DE LA PROPOSITION DE PRIX DU 1 ^{ER} JUIN 2016 AU 31 MAI 2017 (total de la colonne C2) :		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EF932-150958/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EF932-15-0958

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTC-4-37224

Id de l'acheteur - Buyer ID
mtc250
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	TAUX HORAIRES APPLICABLES DU 1^{ER} JUIN 2017 AU 31 MAI 2018 (A)	FACTEUR DE PONDÉRATION (B)	TOTAL POUR ANNÉE 3 (C3 = A x B)
Taux horaire de jour du spécialiste en SST		4	
Taux horaire de soir du spécialiste en SST		2	
Taux horaire de fin de semaine ou de jour férié du spécialiste en SST		1	
Taux horaire pour le temps de déplacement du spécialiste SST		2	
Taux horaire du personnel clérical		1	
	TOTAL DE LA PROPOSITION DE PRIX DU 1^{ER} JUIN 2017 AU 31 MAI 2018 (total de la colonne C3) :		

Note totale de la proposition de prix: C= C1 + C2 + C3 : _____ \$

Frais de déplacement et de subsistance et temps de déplacement

Le point de départ pour le calcul du remboursement des frais de déplacement et du temps de voyage est l'endroit situé le plus près du lieu d'intervention, soit le bureau de TPSGC de Place Bonaventure à Montréal (800 Gauchetière Ouest), l'immeuble d'Estimauville à Québec (1550 d'Estimauville) ou le bureau du fournisseur de services.

Aucun frais de déplacement ou de subsistance et aucun temps de voyage ne sera remboursé à l'intérieur d'un rayon de 50 km de ce point de départ.

Les frais de déplacement et de subsistance admissibles sont remboursables selon les taux du Conseil du Trésor en vigueur et sur présentation de pièces justificatives, avec l'approbation préalable du représentant ministériel.



Government of Canada
Gouvernement du Canada

RECEIVED

SEP 18 2014

ANNEXE C

Contract Number / Numéro du contrat

EF 932 15 0958

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization Ministère ou organisme gouvernemental d'origine TPSGC		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Ressources humaines	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant À venir	
4. Brief Description of Work - Brève description du travail Offre à commandes pour des services en santé et sécurité			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required - Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p.ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciales sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

Security Classification / Classification de sécurité



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité: ☒ No ☐ Yes
Non Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
- Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
- Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis
- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |
- Special comments:
Commentaires spéciaux :
- NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
- If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C (continued) / PARTIE C (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret	NATO Restricted NATO Diffusion Restreinte	NATO Confidential	NATO Secret	COSMIC Top Secret COSMIC Très Secret	Protected Protégé			Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens																
Production																
IT Media Support TI																
IT Link Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée.

12. b) Will the document attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Hardy Marie-france

Title - Titre

Coordonnatrice santé et sécurité

Signature

Telephone no. - N° de téléphone

(514) 496-3728

Facsimile - Télécopieur

(514) 496-3324

E-mail address - Adresse courriel

marie-france.hardy@tpsgc.gc.ca

Date

2014-09-18

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Jocelyne Émard

Title - Titre

Adjointe sécurité industrielle

Signature

Telephone no. - N° de téléphone

(514) 496-3586

Facsimile - Télécopieur

(514) 496-3301

E-mail address - Adresse courriel

jocelyne.emard@tpsgc.gc.ca

Date

2014-09-18

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Nicolas Cyr

Title - Titre

Spécialiste en approvisionnement

Signature

Telephone no. - N° de téléphone

(514) 496-3389

Facsimile - Télécopieur

() -

E-mail address - Adresse courriel

nicolas.cyr@tpsgc.gc.ca

Date

17. Contracting Security Authority / Autorisé contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone no. - N° de téléphone

() -

Facsimile - Télécopieur

() -

E-mail address - Adresse courriel

Date

Sept. 22 2014

Maria Mendoza
Contract Security Officer, Contract Security Division
Maria.Mendoza@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Tel/Tél - 613-948-1618 / Fax/Téléc - 613-954-4171

Maria Mendoza
Contract Security Officer, Contract Security Division
Maria.Mendoza@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Tel/Tél - 613-948-1618 / Fax/Téléc - 613-954-4171